

Unité bidépartementale Eure Orne
Cité administrative Place Bonet CS 40020
61000 Alençon

Alençon, le 26/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

YSCO FRANCE

53 avenue de la 2e DB
CS 40 223
61200 Argentan

Références : 61-2026-0030
Code AIOT : 0005303622

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement YSCO FRANCE implanté 53 avenue de la 2e DB CS 40 223 61200 Argentan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Depuis plusieurs années, les effluents en sortie de la station d'épuration de l'établissement Ysco ne sont plus rejetés vers le milieu naturel mais vers la station d'épuration collective d'Argentan depuis l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 24 juillet 2020.

En effet, l'augmentation de production du site et plusieurs dysfonctionnements ne permettent plus un traitement permettant d'abattre suffisamment la pollution pour pouvoir rejeter les effluents directement dans le milieu naturel.

Des travaux de mise en conformité de la station d'épuration ont été engagés et l'exploitant a mandaté un prestataire extérieur pour gérer la STEP pendant la période des travaux.

La visite a pour objectif d'une part de constater l'évolution des travaux sur la station d'épuration de l'entreprise, d'autre part de constater la conformité aux arrêtés suivants :

- Arrêté d'autorisation du 03/08/1994 : la conformité aux valeurs limites est un préalable pour que l'entreprise puisse rejeter ses effluents dans le milieu naturel
- Arrêté préfectoral complémentaire du 06/09/2024 : cet arrêté de mesures d'urgence impose à l'exploitant de rejeter ses effluents dans la station communale en respectant les valeurs limites fixées par la convention avec la communauté de communes.

Par ailleurs l'inspection a porté sur les arrêtés suivants :

- Arrêté préfectoral complémentaire du 06/09/2024 pour la surveillance des eaux souterraines.
- Arrêté ministériel du 14/12/2013 pour la sécurité incendie.
- Arrêté 27/02/2020 pour le suivi de la consommation d'eau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- YSCO FRANCE
- 53 avenue de la 2e DB CS 40 223 61200 Argentan
- Code AIOT : 0005303622
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société YSCO FRANCE, SASU Société par actions simplifiée à associé unique est spécialisée dans le secteur d'activité de fabrication de glaces et sorbets.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Odeur
- Pic de pollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Point n°1	Arrêté Préfectoral du 03/08/1994, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	9 mois
2	Point n°2	AP de Mesures d'Urgence du 24/07/2020, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	9 mois
3	Point n°3	Arrêté Préfectoral du 06/09/2024, article 2 .1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Point n°5	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 17	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
7	Point n°7	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 14	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
			l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Point n°4	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 5 Titre II	Sans objet
6	Point n°6	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant les rejets aqueux

L'exploitant est parvenu à maîtriser ses rejets partiellement pour respecter les valeurs limites fixées par la convention de rejets avec la communauté de communes.

Toutefois les dépassements récurrents par rapport aux valeurs limites fixées par l'arrêté d'autorisation ne permettent pas d'envisager dans l'immédiat de rejeter les effluents dans le milieu naturel.

Le gestionnaire de la STEP (COPERGIE) a présenté des pistes d'amélioration pour converger vers les valeurs limites de l'arrêté d'autorisation.

L'exploitant doit continuer à envoyer régulièrement à l'inspection les résultats de son autosurveillance et informer l'inspection de l'évolution des améliorations et travaux pour envisager une abrogation de cet arrêté et un rejet dans le milieu naturel à l'échéance de janvier 2027 conformément à l'engagement pris en séance et à la durée de la convention entre YSCO et la communauté de communes de terres d'Argentan..

Concernant la sécurité incendie

Contrôle des installations électriques :

Compte tenu du nombre de non conformités, de surcroît déjà signalées à l'exploitant, l'inspection demande à celui-ci d'effectuer les rectifications demandées par l'APAVE et de présenter sous six mois un rapport de vérification Q18 attestant qu'il n'y a pas de risque incendie.

Défense extérieure contre l'incendie :

le poteau situé sur la rue du commerce se trouve sur un parking public. Il est inexploitable lorsqu'un véhicule est garé devant, ce qui était le cas lors de la visite d'inspection et on ne connaît pas la date du dernier contrôle par le gestionnaire.

L'exploitant doit demander contacter la commune pour corriger ces non-conformités.

Concernant la surveillance des eaux souterraines

La présence de traces de Nickel (24 µg/L) au droit du piézomètre PZ3 ainsi que la présence de traces de Chrome au niveau du piézomètre PZ2 (44 µg/L) méritent d'être investiguées.

L'exploitant enverra les résultats de la campagne de mesure correspondant aux hautes eaux au début du printemps.

Concernant la consommation d'eau

L'absence d'efforts de réduction impose à l'exploitant d'appliquer entièrement les dispositions de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point n°1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/1994, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites d'émission
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux résiduaires et pluviales de l'établissement sera rejeté dans le réseau d'eaux pluviales de la ville d'Argentan (milieu naturel récepteur, la rivière "orne"). Nonobstant, les prescriptions spécifiques précisées plus avant dans cet arrêté, tout rejet vers ce réseau devra respecter les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- D.C.O. < 125 mg/l ; < 93,75 kg/jour- DBO5 < 30 mg/l ; < 22,5 kg/jour- M.E.S. < 30 mg/l ; < 22,5 kg/jour- Matières azotées < 25 mg/l (exprimé en azote global) <18,75 kg/jour- Hydrocarbures < 10 mg/l (norme NFT 90114) ;- pH compris entre 6,5 et 8,5 ; température inférieure à 28°C et n'élevant pas la température du milieu récepteur de plus de 3°C ; Débit journalier maxi : 750 m³ . Débit moyen instantané : 8,7 l/s.
Constats : <u>Concernant le respect des valeurs limites fixées par la convention de rejets :</u> L'autosurveillance montre que d'importants dépassements par rapport aux valeurs limites fixées par la convention de rejet avec la communauté de communes sont constatés sur les paramètres suivants : MES, DCO, DBO5 en janvier lors de la reprise d'activité, après l'arrêt annuel de deux semaines pendant les fêtes de Noël. exemple: Vendredi 9 janvier 2026 : <ul style="list-style-type: none">• Concentration mesurée en MES : 2064 mg/l / Valeur limite fixée par la convention de rejet: 500 mg/l / Valeur limite fixée par l'arrêté d'autorisation: 30 mg/l• Concentration mesurée en DCO : 2770 mg/l / Valeur limite fixée par la convention de rejet: 1000 mg/l /Valeur limite fixée par l'arrêté d'autorisation: 125 mg/l

- Concentration mesurée en DBO5 : 470 mg/l / Valeur limite fixée par la convention de rejet : 800mg/l / Valeur limite fixée par l'arrêté d'autorisation: 30 mg/l

D'après l'exploitant de la STEP de l'ICPE (société COPERGIE), la floculation/décantation de la biomasse dans la station de traitement de l'entreprise YSCO ne se fait pas correctement à cause du froid extérieur. Ce problème a déjà été mentionné lors de l'inspection de 2025 portant sur cette thématique.

Cette absence de décantation est à l'origine des dépassements des valeurs limites constatés lors de la reprise d'activité.

Par ailleurs, des dépassements plus modérés sont constatés en février par rapport aux valeurs limites fixées par l'arrêté d'autorisation sur les paramètres suivants : MES, DCO :

exemple :

Mercredi 25 février 2026 :

- Concentration mesurée en MES : 116 mg/l / Valeur limite fixée par la convention de rejet: 500 mg/l/ Valeur limite fixée par l'arrêté d'autorisation : 30 mg/l
- Concentration mesurée en DCO : 284 mg/l / Valeur limite fixée par la convention de rejet: 1000 mg/l/Valeur limite fixée par l'arrêté d'autorisation : 125 mg/l

Concernant l'avancement des travaux sur la station d'épuration :

Compte tenu de ces dépassements saisonniers et après plusieurs incidents, l'exploitant a mis en place une unité mobile pour améliorer la décantation des effluents et ainsi respecter les valeurs limites d'émission.

Ce dispositif vient en supplément du clarificateur en hiver et pourrait être pérennisé.

Il est essentiel que les travaux de réfection de la STEP arrivent à leur terme afin d'être en mesure de respecter les valeurs limites de rejets fixés par l'arrêté d'autorisation.

Travaux réalisés en 2025 :

- Mise en place du surpresseur de secours
- Transformation du bassin d'aération n°2 en bassin de confinement accidentel avec pompe de relevage
- Réfection du Génie Civil et étanchéité des ouvrages de sortie de STEP
- Remplacement à neuf des deux pompes du puit à boues
- Remplacement des turbines de surface par des brasseurs à vitesse lente sur chacun des trois Bassins Tampon (BT) - objectif : homogénéiser les BT sans aérer (pour emmener la charge de pollution jusqu'aux bassins biologiques déficitaires),

L'exploitant de la STEP (COPERGIE) a présenté des pistes d'amélioration pour converger vers les valeurs limites de l'arrêté d'autorisation (cf. partie : "Informations complémentaires" du présent rapport).

Concernant la convention avec terre d'argentan

Lors d'un échange téléphonique du 25/03/2026 entre l'inspection et l'exploitant de la STEP de la communauté de communes de terre d'Argentan, ce dernier confirme qu'il est en capacité d'absorber la surcharge grâce à un bassin tampon pendant la période de reprise d'activité du mois de janvier à condition qu'il soit prévenu à l'avance.

Il précise que l'exploitant de l'entreprise YSCO a omis de le prévenir lors d'un dépassement ponctuel en début d'année.

Enfin, la convention entre l'entreprise YSCO et la communauté de communes de terres d'Argentan a été renouvelée pour l'année 2026 mais n'a pas vocation à être reconduite au-delà.

<p><u>Conclusion</u></p> <p>L'exploitant est parvenu à maîtriser ses rejets partiellement (sur l'année en dehors de la période de reprise d'activité du mois janvier) pour respecter les valeurs limites fixées par la convention de rejets avec la communauté de communes de terres d'Argentan.</p> <p>Toutefois les dépassements récurrents par rapport aux valeurs limites fixées par l'arrêté d'autorisation ne permettent pas d'envisager dans l'immédiat de rejeter les effluents dans le milieu naturel.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • continuer à envoyer régulièrement à l'inspection les résultats de son autosurveillance ; • informer l'inspection de l'évolution des améliorations et travaux ; • informer l'exploitant de la STEP de la communauté de communes de terres d'Argentan du moindre dépassement par rapport aux valeurs limites définies dans la convention de rejets; • envisager un rejet dans le milieu naturel à l'échéance de janvier 2027 conformément à l'engagement pris en séance et à la durée de la convention avec la communauté de communes de terres d'Argentan.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 9 mois</p>

N° 2 : Point n°2

<p>Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/07/2020, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents sont envoyés à la station d'épuration urbaine d'argentan intercom conformément à l'arrêté de déversement susvisé et à la convention de rejet établie entre l'exploitant et Argentan intercom. En cas de l'impossibilité de faire traiter les effluents par la station urbaine d'Argentan intercom, l'exploitant traite ses effluents comme des déchets dans les installations dument autorisées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conformément au point précédent, et suite aux différentes actions engagées, l'exploitant est parvenu à maîtriser ses rejets partiellement pour respecter les valeurs limites fixées par la convention de rejets avec la communauté de communes.</p> <p>Toutefois, les dépassements récurrents par rapport aux valeurs limites fixées par l'arrêté d'autorisation ne permettent pas d'envisager dans l'immédiat de rejeter les effluents dans le milieu naturel.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit :</p>

- continuer à envoyer régulièrement à l'inspection les résultats de son autosurveillance ;
- informer l'inspection de l'évolution des améliorations et travaux ;
- informer l'exploitant de la STEP de la communauté de communes de terres d'Argentan du moindre dépassement par rapport aux valeurs limites définies dans la convention de rejets;
- envisager un rejet dans le milieu naturel à l'échéance de janvier 2027 conformément à l'engagement pris en séance et à la durée de la convention avec la communauté de communes de terre d'Argentan.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 9 mois

N° 3 : Point n°3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/2024, article 2 .1.3

Thème(s) : Risques chroniques, pollution

Prescription contrôlée :

Il est prescrit à l'exploitant sous 3 mois au plus tard après la notification du présent arrêté :
de réaliser deux campagnes annuelles de surveillance des eaux souterraines, l'une en période de basses eaux, la seconde en période de hautes eaux. Les prélèvements sont exécutés selon la procédure de la norme AFNOR FD-X-31-615 (Qualité des sols - Méthodes de détection, de caractérisation et de surveillance des pollutions en nappe dans le cadre des sites pollués ou potentiellement pollués - Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines dans des forages de surveillance pour la détermination de la qualité des eaux souterraines) par un organisme agréé. d'établir l'état initial des eaux souterraines au titre du rapport de base.

Les campagnes de mesures portent sur la recherche des paramètres suivants : hydrocarbures, métaux et COV.

Les prélèvements sont réalisés au moyen de piézomètres, au minimum au nombre de trois, l'un situé en amont hydraulique du site, les deux autres implantés en aval hydraulique du site. La détermination de l'implantation, de la position, du diamètre, de la profondeur des piézomètres et de leur nombre est réalisés à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique, élaborée par un hydrogéologue agréé.

Les piézomètres sont réalisés selon la norme AFNOR FD-X-31-614 (Qualité du sol - Méthode de détection et de caractérisation des pollutions - Réalisation d'un forage de surveillance des eaux souterraines au droit et autour d'un site potentiellement pollué).

Pour chacun des piézomètres et préalablement au début de l'exploitation, il doit être procédé à une analyse de référence.

Pour chaque ouvrage situé en aval, les résultats d'analyses sont consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).

Constats :

L'entreprise YSCO a transmis à l'inspection son rapport de suivi semestriel de la qualité des eaux souterraines réalisée en octobre 2025 par la société TELL-US Ingénierie.

Synthèse du rapport

L'intervention a été réalisée le 1er octobre 2025 par deux ingénieurs de la société TELL-US Ingénierie. Il s'agit de la seconde campagne de prélèvements d'eaux souterraines de 2025. L'intervention a consisté en une campagne de prélèvements d'eaux souterraines, dite de "Basses Eaux", au droit des quatre ouvrages existants sur site (PZ1 Bis ; PZ2 ; PZ3 et PZ4). Les niveaux piézométriques indiquent un sens d'écoulement orienté vers les piézomètres PZ3 et PZ4 (en direction du Nord-Ouest).

Résultats d'analyses :

Lors de la campagne d'octobre 2025, des traces de Tétrachloroéthylène, de Trichloroéthylène et de 1,1,1-TrichloroÉthane concernant les COHV et de Naphtalène pour les HAP, ont été détectées au niveau des piézomètres PZ2, PZ3 et PZ4 à des concentrations inférieures aux seuils ou sans valeurs de référence associées.

On note également une présence significative d'éléments Traces Métalliques (ETM) en Nickel (24 µg/L) au droit du piézomètre PZ3 ainsi que la présence de traces de Chrome au niveau du piézomètre PZ2 (44 µg/L). Aucune présence d'Hydrocarbures Volatils C₅-C₁₀, d'Hydrocarbures Totaux C₁₀-C₄₀ ou de Benzène et aromatiques (CAV-BTEX) n'a été détectée dans l'ensemble des ouvrages.

Recommandations du bureau d'études:

Sur la base des investigations réalisées sur le site de YSCO, la société TELL-US Ingénierie recommande de poursuivre le suivi de la qualité des eaux souterraines sur les ouvrages à une fréquence semestrielle, en incluant le nouveau piézomètre mis en place, et ce, dans les conditions hydrogéologique dites de "Basses Eaux" et de "Hautes Eaux".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La présence de traces de Nickel (24 µg/L) au droit du piézomètre PZ3 ainsi que la présence de traces de Chrome au niveau du piézomètre PZ2 (44 µg/L) méritent d'être investiguées. L'exploitant enverra les résultats de la campagne de mesure correspondant aux hautes eaux au début du printemps.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Point n°4

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 5 Titre II

Thème(s) : Autre, consommation d'eau

Prescription contrôlée :

6. Inventaire

L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux qui intègre tous les éléments suivants :

I. Des informations sur les procédés de production agroalimentaire et laitière, y compris :

a) Des schémas simplifiés de déroulement des procédés, montrant l'origine des émissions ;

b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et des techniques de traitement des effluents aqueux/gazeux destinées à éviter ou à réduire les émissions, avec mention de leur efficacité ;

II. Des informations sur la consommation et l'utilisation de l'eau présentées sous forme de schémas de circulation et bilans massiques, et détermination des mesures permettant de réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux (voir point 9) ;

III. Des informations sur le volume et les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment :

a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH et de la température ;

b) Les valeurs moyennes et la variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents ;

IV. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, notamment :

a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;

b) Les valeurs moyennes et la variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents ;

c) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité ;

V. Des informations sur la consommation et l'utilisation d'énergie, sur la quantité de matières premières utilisée ainsi que sur la quantité et les caractéristiques des résidus produits, et détermination des mesures permettant d'améliorer continûment l'utilisation efficace des ressources ;

VI. La définition et mise en œuvre d'une stratégie de surveillance appropriée en vue d'accroître l'utilisation efficace des ressources, compte tenu de la consommation d'énergie, d'eau et de matières premières. La surveillance peut prendre notamment la forme de mesurages directs, de calculs ou de relevés réalisés à une fréquence appropriée. La surveillance s'effectue au niveau le plus approprié.

Le niveau de détail de l'inventaire est en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.

Constats :

L'exploitant a présenté l'évolution de sa consommation d'eau potable avec son activité.

- première colonne: année
- deuxième colonne: consommation d'eau du site (m3)
- troisième colonne: ratio m3 consommé / 1000L de PF

2 014 /141 270/ 1,79

2 015 /135 466/ 1,38

2 016 /144 864/ 1,49

2 017 /142 993/ 1,58

2 018 /159 238/ 1,91

2 019 /154 744 /1,80

2 020 /172 522/ 1,76

2 021 /166 637/ 1,70

2 022 /174 282/ 1,77

2 023 /187 343/ 1,69

2 024 /185 565/ 1,65

2 025 /203 797/ 1,71

Les volumes consommés sont en constante augmentation de 2014 à 2025. Le ratio eau consommée/produit est globalement stable.

Ce ratio n'a pas non plus diminué. Ce qui dénote l'absence d'effort de réduction de consommation d'eau.

Toutefois l'exploitant a un projet de réutilisation des eaux de rinçage et des eaux de refroidissement et de lubrification..

L'augmentation de la consommation d'eau est justifiée par le changement d'une des lignes de production qui nécessite d'augmenter le prélèvement d'eau potable.

La STEP étant surdimensionnée par rapport à la production, d'après le gestionnaire de la STEP (COPERGIE), l'exploitant a justifié que sa station d'épuration est dimensionnée pour traiter ses effluents avant rejet dans le milieu naturel lorsque la production aura atteint son plein potentiel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'absence d'efforts de réduction de consommation d'eau impose à l'exploitant d'appliquer entièrement les taux de réductions de consommations de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Point n°5

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles électriques

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport associé au certificat Q18 daté du 20/11/2025.
Le rapport fait état des constats suivants :

- Présence de traces d'échauffement anormal d'une canalisation et/ou d'un matériel électrique : danger déjà signalé
- Absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités : danger déjà signalé
- Dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel : danger déjà signalé
- Présence de poussière déposée ou de substances de nature à provoquer un danger dans les armoires électriques : danger signalé pour la première fois
- Inadéquation des matériels ou des canalisations électriques dans les locaux à risque d'incendie et/ou zones à risque d'explosion: danger déjà signalé
- Absence de moyens de protection des transformateurs (HT/BT, BT/HT, HT/HT) : Non vérifié

Conclusion : Nous déclarons que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu du nombre de non conformités, de surcroît déjà signalées à l'exploitant, l'inspection demande à celui-ci d'effectuer les rectifications demandées par l'APAVE et de présenter sous six mois un rapport de vérification Q18 attestant qu'il n'y a pas de risque incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Point n°6

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23

Thème(s) : Risques accidentels, prévention incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Constats :

Contrôle des extincteurs

L'exploitant a présenté le compte rendu de vérification périodique des extincteurs (certificat Q4) daté du 27/06/25 réalisé par CHUBB FRANCE.

Conclusion du rapport : l'installation est conforme

Contrôle des RIA (robinets d'incendie armés) :

L'exploitant a présenté le compte rendu de vérification périodique des RIA daté du 27/06/25 réalisé par CHUBB FRANCE.

Conclusion du rapport : Bon état général .

Contrôle du désenfumage

L'exploitant a présenté le compte rendu de vérification périodique des du désenfumage daté du 11/09/25 réalisé par CHUBB FRANCE.

Conclusion du rapport:

Etat du système de désenfumage naturel au départ : correct

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Point n°7

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, prévention incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8 ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage. Les dispositions du présent point ne s'appliquent pas aux installations de séchage de prunes ;
- pour les installations de séchage de prunes, d'un poste d'eau (bouches, poteaux...), public ou privé, implanté à moins de 200 mètres de l'installation, ou de points d'eau (bassins, citernes, etc.) d'une capacité de 60 m³ ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation si elle est couverte ou à proximité si elle n'est pas située dans un local fermé, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit

la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

L'inspection a contrôlé les moyens de lutte pour la défense extérieure contre l'incendie.

L'inspection a constaté la présence de deux poteaux incendie sur la voie publique :

- 1 poteau de 85 m³/h situé rue du commerce
- 1 poteau de 110 m³/h situé avenue de la deuxième DB

Les moyens de lutte pour la défense extérieure contre l'incendie sont conformes aux exigences de l'arrêté ministériel en terme de dimensionnement.

Toutefois ;

- le poteau situé sur la rue du commerce se trouve sur un parking public. Il est inexploitable lorsqu'un véhicule est garé devant, ce qui était le cas lors de la visite d'inspection.
- on ne connaît pas la date du dernier contrôle par le gestionnaire du réseau.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit:

- s'assurer que le poteau incendie situé rue du commerce soit toujours accessible (le cas échéant, les moyens d'extinction devront être complétés).
- demander à la commune
 - un relevé du débit/pression des poteaux récent, en simultané si ils sont situés sur la même canalisation.
 - de tester que l'ouverture des poteaux incendie n'est pas grippée.
- envoyer les justificatifs à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois